



ENTITE ADJUDICATRICE : Société Publique Locale AQTA ENERGIES

OPERATION : Réseaux de Chaleur Urbain biomasse sur plusieurs communes du territoire de la Communauté de Communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA)

REFERENCES DE L'AVIS D'APPEL A CONCURRENCE : SPLAQTAENERGIES\_2025\_01\_CR

## MARCHE DE CONCEPTION-REALISATION

# RÈGLEMENT DE CONSULTATION – PHASE CANDIDATURE

Commun à tous les lots

### OBJET DU MARCHE :

**Etablissement des études et exécution des travaux pour la réalisation de Réseaux de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur plusieurs communes du territoire de la Communauté de Communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA)**

- **Lot n° 1 :** *Création d'un Réseau de Chaleur Urbain biomasse sur la commune de Pluneret (56400)*
- **Lot n° 2 :** *Création d'un Réseau de Chaleur Urbain biomasse sur la commune de Saint-Philibert (56470)*
- **Lot n° 3 :** *Création d'un Réseau de Chaleur Urbain biomasse sur la commune de Locoal-Mendon (56550)*
- **Lot n° 4 :** *Création d'un Réseau de Chaleur Urbain biomasse sur la commune de Plouharnel (56340)*
- **Lot n° 5 :** *Création d'un Réseau de Chaleur Urbain biomasse sur la commune de Landévant (56690)*

Entité Adjudicatrice : **Société Publique Locale AQTA ENERGIES (SPL AQTA ENERGIES)**

Adresse : 40, rue du Danemark – 56400 Auray (siège social)

Immatriculation au R.C.S de Lorient, numéro 928 888 627

Date limite de réception des candidatures : **Lundi 30 juin 2025 à 12h00**

Date prévisionnelle de réception des offres : *Lundi 13 octobre 2025 à 12h00 (prévisionnel)*

Horaires d'ouverture des locaux : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, sauf les jours fériés

# SOMMAIRE

<b>I. OBJET DU MARCHÉ – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES .....</b>	<b>3</b>
I.1 - Nature et étendue des travaux .....	3
I.2 – Décomposition en lots ou en tranche .....	3
I.3 - Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution .....	3
<b>II. CONDITIONS ET DEROULEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
II.1 - Procédure de passation .....	4
II.2 - Intervenants .....	4
II.3 - Mode de dévolution : Marché alloti .....	4
II.4 - Décomposition en tranches et prestations .....	5
II.5 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles .....	6
II.6 - Modification de détail au dossier de consultation .....	6
II.7 - Délai de validité des offres .....	6
II.8 - Documents composant le DCE .....	6
II.9 - Visite des lieux d'exécution du marché .....	6
II.10 - Intervention de la commission d'achats .....	7
II.11 - Indemnisation des candidats .....	7
<b>III. RETRAIT DU DOSSIER .....</b>	<b>8</b>
<b>IV. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
IV.1 - Rappel des éléments nécessaires à la sélection des candidatures .....	9
IV.2 - Eléments nécessaires au choix de l'offre .....	10
<b>V. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE .....</b>	<b>11</b>
V.1 - Critères .....	11
<i>a - Critères de sélection des candidatures .....</i>	<i>11</i>
<i>b - Critères de jugement des offres .....</i>	<i>11</i>
V.2 - Vérification de la situation des candidats - Attribution du marché .....	12
<b>VI. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>13</b>
VI.1 - Conditions de la dématérialisation .....	13
VI.2 - Modalités d'envoi des propositions dématérialisées .....	14
VI.3 - Modalités de signature des candidatures et des offres .....	15
<b>VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>15</b>
<b>VIII. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL .....</b>	<b>15</b>
VIII.1 - Suite donnée à la consultation .....	15
VIII.2 - Droits de propriété et publicité des projets .....	15

# I. OBJET DU MARCHÉ – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

## I.1 - Nature et étendue des travaux

Le présent marché de travaux a pour objet **la conception et la réalisation de Réseaux de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur plusieurs communes de la Communauté de Communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA), selon les programmes et le CCTP annexés au présent DCE.**

Le marché est alloté de la manière suivante : Un lot correspond à la conception et la réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbain biomasse pour une commune.

Les lieux d'exécution sont donc multiples et portent sur les communes suivantes :

- La commune de Pluneret (CP - 56400)
- La commune de Saint-Philibert (CP - 56470)
- La commune de Locoal-Mendon (CP – 56550)
- La commune de Plouharnel (CP – 56340)
- La commune de Landévant (CP – 56690)

## I.2 - Décomposition en lots ou en tranches

Le marché est alloté selon le lieu d'exécution des prestations attendues. Le marché est alloté comme suit :

- **Lot n° 1 :** La conception et la réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur la commune de Pluneret (CP - 56400)
- **Lot n° 2 :** La conception et la réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur la commune de Saint-Philibert (CP - 56470)
- **Lot n° 3 :** La conception et la réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur la commune de Locoal-Mendon (CP - 56550)
- **Lot n° 4 :** La conception et la réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur la commune de Plouharnel (CP - 56340)
- **Lot n° 5 :** La conception et la réalisation d'un Réseau de Chaleur Urbain (RCU) biomasse sur la commune de Landévant (CP - 56690)

**Nous rappelons que le présent règlement de consultation est unique et commun pour tous les lots.**

## I.3 - Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement (art. 3.1).

**L'acte d'engagement identifie les délais estimés par l'acheteur. Les candidats pourront proposer dans leur offre un délai correspondant au coût optimisé.**

A titre indicatif, les prestations d'études pour chacun des lots commenceront au mois de : janvier 2026

A titre indicatif, les prestations de travaux pour chacun des lots commenceront au mois de : avril 2026

**Reconduction :**

Le marché ne sera pas reconduit.

## II. CONDITIONS ET DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

### II.1 - Procédure de passation

La présente consultation vise la passation d'un marché de conception-réalisation tel que défini à l'article L.2171-2 du code de la commande publique selon la procédure suivante :

**La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée restreinte avec possibilité de négociation**

L'acheteur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable. Il procèdera ensuite à l'analyse de la capacité à exercer l'activité professionnelle et des capacités économique et financière et/ou technique et professionnelle des candidats sur la base des documents demandés et des critères de sélection des candidatures définis dans l'avis, puis au classement des candidatures. L'acheteur retiendra les 3 candidats qui seront admis à remettre une offre dans les conditions définies ci-dessous, après vérification de la situation de ceux-ci conformément aux dispositions de l'article 5.2 ci-dessous.

Sur la base des offres remises, l'acheteur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations avec les candidats sélectionnés, l'acheteur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans l'affirmative, il décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Dans le cas où l'acheteur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureront irrégulières ou inacceptables.

L'acheteur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation, si elle est mise en œuvre, se déroulera par phases successives, à l'issue desquelles, sur la base des critères de jugement des offres définis à l'article 5 du présent règlement, l'acheteur sélectionnera les candidats avec lesquels il continuera à négocier.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

En cas d'absence de remise d'une offre par le candidat dans le cadre de la négociation, l'acheteur tiendra compte de la dernière offre conforme remise par ce candidat pour procéder à son analyse.

### II.2 - Intervenants

Une mission de contrôle technique sera confiée à un prestataire avec une mission VIE (vérification des installations électriques) pour l'ensemble du projet, CONSUEL pour le raccordement Enedis, et SEI (Sécurité incendie) pour les sous-stations situées dans des ERP (établissements recevant du public).

Un coordonnateur Sécurité, Prévention, Santé sera missionné par l'acheteur avec une mission niveau 2.

### II.3 - Mode de dévolution : Marché alloti

Compte tenu des caractéristiques de la procédure et de l'objet du marché, le mode de dévolution retenu est le marché alloti, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à un prestataire ou à un groupement de prestataires.

Il est donné la possibilité à un prestataire ou à un groupement de prestataire de présenter une candidature et par la suite une offre pour chacun des lots.

**Il n'est pas fixé un nombre de lots maximal pouvant être attribués au même soumissionnaire.**

En cas de constitution d'un groupement, l'acheteur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint. Dans ce cas, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Le groupement sera constitué d'une équipe « conception » et une équipe « réalisation », une même société pouvant avoir ces deux compétences.

Une équipe « conception » constituée de :

- soit une société agissant en qualité d'entreprise générale,
- soit un sous-groupement de concepteurs agissant en qualité d'entreprises groupées conjointes. Le mandataire du sous-groupement de l'équipe de conception sera solidaire de l'ensemble de ses cotraitants.

L'équipe "conception" devra disposer de la qualité d'architecte pour l'établissement du projet architectural, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi 77-2 du 3.1.1977 sur l'architecture, si le projet nécessite de part sa surface la réalisation d'un permis de construire (cas général : emprise au sol et surface de plancher supérieures à 20 m<sup>2</sup>, situation à vérifier par le prestataire)

Une équipe « réalisation » constituée de:

- soit une entreprise agissant en qualité d'entreprise générale,
- soit un sous-groupement d'entreprises agissant en qualité d'entreprises groupées conjointes (qualifiées et assurées pour réaliser des travaux tous corps d'état). Le mandataire du sous-groupement d'entreprise sera solidaire de l'ensemble de ses cotraitants.

Le groupement de conception-réalisation devra justifier au minimum des compétences suivantes :

- **Conception et construction de chaufferie biomasse, de réseau de chaleur et de sous-stations** : clos-couvert, système bois énergie, thermique et fluide, VRD, électricité et régulation. Le groupement devra détenir la qualification RGE Etudes (OPOIBI 2008 ou 2012 ou équivalent) pour la conception des installations et/ou la qualification RGE pour les travaux d'installation (Qualibois eau (pour les lots d'une puissance bois inférieure à 70 kW), Qualibat 5223 (bâtiment > 1000 m<sup>2</sup>) ou certification équivalente) ;
- **Ingénierie** : conception, pilotage des travaux et opérations de réception ;
- **Architecture**, uniquement si un permis de construire est nécessaire à la réalisation du projet

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

## II.4 - Décomposition en tranches et prestations

Le marché n'est pas découpé en tranches. Il comporte l'ensemble des prestations définies ci-dessous réparties en deux phases :

### Phase études

- Prestations n° 1 : Etudes APD
- Prestations n° 2 : Dossier autorisation urbanisme
- Prestations n° 3 : Etudes de Projet

## **Phase réalisation des travaux**

- Prestations n° 4 : Etudes d'exécution
- Prestations n° 5 : Travaux de réalisation de l'ouvrage
- Prestations n° 6 : OPC/Organisation du chantier
- Prestations n° 7 : Contrôle interne des travaux
- Prestations n° 8 : Contrôle interne des décomptes mensuels/Etats d'avancement des travaux
- Prestations n° 9 : Assistance à la réception des travaux
- Prestation n° 10 : Remise des DOE
- Prestation n° 11 : Garantie de parfait achèvement

## **II.5 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles**

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

Le marché ne comporte pas de PSE.

## **II.6 - Modification de détail au dossier de consultation**

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **II.7 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours (quatre vingt dix jours) à compter de la date limite de réception des offres finales.

## **II.8 - Documents composant le DCE**

Les documents constituant le dossier de consultation sont :

- Le présent règlement de la consultation
- Le cadre d'acte d'engagement et ses annexes (calendrier prévisionnel d'exécution, cadre des prix)
- Le C.C.A.P.
- Le C.C.T.P. des missions de conception
- Le plan général de coordination, sécurité, santé (remis en phase offres)
- Le programme et ses annexes

## **II.9 - Visite des lieux d'exécution du marché**

Les candidats admis à remettre une offre pour un lot doivent obligatoirement effectuer une visite des lieux d'exécution du marché.

Les informations relatives à cette visite seront disponibles auprès de monsieur Vincent CANU, [spl.aqta.energies@auray-quiberon.fr](mailto:spl.aqta.energies@auray-quiberon.fr) et [Vincent.CANU@auray-quiberon.fr](mailto:Vincent.CANU@auray-quiberon.fr) , 06 20 11 71 79, responsable technique au sein de la SPL AQTA Energies.

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.

## II.10 - Intervention de la commission d'Achats

Dans le but de justifier leurs choix techniques, leurs modes de construction des ouvrages, l'adéquation entre les solutions techniques qu'ils envisagent et le projet conçu, les candidats admis pourront être appelés à participer à une audition devant la commission d'achat de la SPL AQTA Energies.

La maîtrise d'ouvrage a une obligation de réserve sur toute information qui lui serait communiquée par les candidats, afin de respecter l'égalité de traitement des candidats, d'une part, la confidentialité et la propriété intellectuelle des solutions techniques et/ ou organisationnelles, d'autre part.

L'acheteur arrêtera la liste des candidats admis à réaliser les prestations. Au stade de l'analyse des prestations remises, il exclut toute offre incomplète ou non conforme au présent règlement de la consultation.

La commission d'achats entendra chaque concurrent dans des conditions de stricte égalité définies :

- chaque candidat disposera du même temps maximum pour exposer son projet et du même temps maximum pour répondre aux questions de la commission d'achat- *à définir en phase remise d'offres.*
- chaque groupement de candidats pourra désigner un rapporteur ;

La commission d'achats dresse un procès-verbal d'examen des prestations, et d'audition des candidats et formule un avis motivé.

## II.11 - Indemnisation des candidats

Chaque concurrent ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation recevra une prime d'un montant de 3 000 € hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur pour un lot. Néanmoins, dès lors qu'un concurrent remet une prestation conforme au règlement de consultation pour plusieurs lots (entre 2 et 6 lots), il recevra une prime additionnelle de 500 € hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur, par lot additionnel.

Exemple du mécanisme d'indemnisation décrit ci-dessus :

- Un candidat remettant une prestation conforme au règlement de consultation pour un lot recevra une prime d'un montant de 3 000 € hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur.
- Un candidat remettant une prestation conforme au règlement de consultation pour 6 lots recevra une prime d'un montant de 3 000 € hors taxe, auquel s'additionneront 5 primes de 500 € hors taxe, soit un total de 5 500 € hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur.
- Un candidat remettant une prestation conforme au règlement de consultation pour 4 lots recevra une prime d'un montant de 3 000 € hors taxe, auquel s'additionneront 3 primes de 500 € hors taxe, soit un total de 4 500 € hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur.

La rémunération à verser au titre du marché de conception-réalisation tiendra compte de la prime reçue par l'attributaire.

**La prime des candidats, dont les offres remises seraient jugées incomplètes ou non conformes au présent règlement par le jury, sera réduite ou supprimée selon les modalités suivantes :**

- Offre finale réceptionnée après expiration du délai imparti à cet effet : suppression ;

- Offre finale incomplète : absence ou insuffisance de rendu d'un des éléments techniques et/ou graphique demandés à l'article 4 ci-après et/ou dans la lettre d'invitation à présenter leur offre finale : réduction de 5 % par élément manquant ;
- Offre finale incompatible : abattement forfaitaire de 25 %.

Les réductions ci-avant sont cumulatives.

La Commission d'achats appréciera les offres incomplètes ou ne répondant pas au règlement de la consultation et procédera à la fixation définitive de la prime attribuée à chacun des candidats selon les prescriptions du présent règlement.

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera sur la base de la proposition de la Commission d'achats dans un délai de 30 jours, à compter de la date à laquelle la Commission d'achats remettra le procès-verbal d'examen définitif des prestations et formulera son avis motivé. Le règlement de la consultation associé à la proposition de la Commission d'achats servira de justificatif pour la mise en paiement de l'indemnité.

### III. RETRAIT DU DOSSIER

**L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.**

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur <https://marches.megalisbretagne.bzh/entreprise>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open office, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique <https://marches.megalisbretagne.bzh/entreprise/aide>



## IV. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

### IV.1 - Rappel des éléments nécessaires à la sélection des candidatures

**Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :**

**1/ Une lettre de candidature (DCI ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est admis à déposer une offre, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

**2/ Une déclaration sur l'honneur** (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DCI complété sur ce point vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

**3/ Les pièces définies ci-dessous** permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles:

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle :
  - Une preuve de l'inscription du (ou des) candidat sur un registre professionnel (extrait K ou Kbis par exemple).
- Capacité économique et financière :
  - L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisés au cours des trois derniers exercices et du chiffre d'affaires spécifique au projet au cours des trois derniers exercices
- Capacités techniques et professionnelles :
  - Liste des principales missions effectuées au cours des trois dernières années sauf pour les prestations de travaux, celles-ci au cours des cinq dernières années : références en termes de conception et de travaux sur les réseaux de chaleur et de chaufferie biomasse
  - Déclaration des effectifs moyens annuels du candidats et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
  - Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour l'exécution du marché
  - La qualification RGE Etudes (OPOIBI 2008 ou 2012 ou équivalent) pour la conception des installations

- La qualification RGE pour les travaux d'installation (Qualibois eau (pour les lots d'une puissance bois inférieure à 70 kW), Qualibat 5223 (bâtiment > 1000 m²) ou certification équivalente)

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux **2/** et **3/** ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché, selon les modalités fixées à l'article 6.4.

#### **Pour la présentation des éléments de leur candidature :**

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- S'agissant d'une procédure restreinte, les pièces visées à l'article 5.2 seront exigées à l'issue de la phase candidature et non à l'attribution du marché.
- Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats ou les membres de l'équipe candidate pourront remettre leurs pièces de candidatures une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

## **IV.2 - Éléments nécessaires au choix de l'offre**

**Les candidats admis à remettre une offre, auront à produire, pour le choix de l'offre, les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française :**

- Un projet de marché comprenant :
  - Un cadre d'acte d'engagement (AE) et ses annexes dûment complété pour valoir offre de prix
  - Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations

L'acte d'engagement précise notamment la répartition des prestations à exécuter par chacun des membres du groupement et la décomposition du prix forfaitaire
- Si l'offre est produite par un groupement d'entreprises, il est précisé les points suivants :
  - La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination de l'ensemble des cotraitants est identifiée. Elle lui sera versée proportionnellement aux sommes réglées aux autres cotraitants.
  - La rémunération des mandataires des sous-groupements constitués éventuellement, pour leur mission de coordination, est incluse dans le prix des prestations et travaux réalisés par eux. Elle leur sera versée au fur et à mesure du versement de leurs règlements.
- Un projet technique de niveau : ESQ

Au titre de la prestation, les concurrents devront fournir les documents suivants :

- L'attestation de visite mentionnée à l'article 2.9
- Une note décrivant l'organisation générale du groupement : Le candidat détaillera notamment les missions dédiées à chacun des membres du groupement, co-traitants et sous-traitants et les moyens mis en œuvre pour les différentes étapes, notamment pour tenir les engagements de délais : études, travaux préparatoires, communication et coordination des travaux avec la commune et avec les abonnés, travaux de construction, organisation des essais, organisation du protocole de réception et mise en service des équipements de production, du réseau, réceptions partielles et définitive.
- Un planning détaillé des études, des travaux et de la mise en service industrielle

- Note descriptive de l'installation, justifiant des choix techniques proposés par le candidat, avec indication de la provenance des principales fournitures. Le candidat décrira les ouvrages et équipements qu'il prévoit de mettre en œuvre et notamment :
  - Nature, dimensionnement et mesures d'étanchéité du silo
  - Nature et dimensionnement de la chaufferie
  - Nature et dimensionnement chaudière(s) bois, incluant le calcul de l'autonomie silo
  - Système de dessilage
  - Traitement de fumées et fumisterie
  - Régulation / réseau
  - Nature et dimensionnement secours, selon projet proposé par le prestataire
  - Nature et dimensionnement des tuyauteries du réseau de chaleur
  - Nature et dimensionnement des sous-stations dans chaque bâtiment
  - Automatisation, régulation et supervision des installations (chaufferie, réseau, sous-stations)
- Insertion architecturale et notice d'intégration architecturale et paysagère, en précisant les hauteurs des cheminées
- Plan de masse d'implantation avec les manœuvres de camions et VRD principaux échelle 1/200ème
- Esquisse d'implantation des gros matériels 1/100ème
- schéma de principe hydraulique de la chaufferie
- schéma de principe hydraulique des sous-stations
- Plans VRD filaires du réseau de chaleur

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et le programme fonctionnel détaillé fourni par l'acheteur, leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par l'acheteur font foi. Le candidat signera ces documents dans le cadre de la mise au point du marché. A défaut les documents détenus par l'acheteur et notifiés au titulaire seront les documents contractuels.

**Le cadre d'acte d'engagement n'a pas à être signé par les candidats. L'acte d'engagement ainsi que le CCAP seront signés par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.**

## V. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

### V.1 - Critères

#### a - Critères de sélection des candidatures

L'acheteur sélectionnera les candidats sur la base des critères suivants :

#### **Capacités techniques et professionnelles (80 %)**

Qualité des références (50%)

Moyens en personnel spécifiquement affecté à la réalisation des prestations, accompagnée des curriculums vitae (20%)

Moyens matériels (outillage, matériels et équipements techniques...) (10%)

#### **Capacités économiques et financières (20%)** : Chiffre d'affaires dans le domaine d'activité

#### b - Critères de jugement des offres

L'acheteur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

**Valeur technique de l'offre pour la conception et la réalisation (60 %) :**

- Qualité technique des équipements et des schémas techniques proposés (20%)
- Qualité technique de la solution d'implantation de la chaufferie et des équipements (15%)
- Qualité d'insertion architecturale et paysagère (15%)
- Coordination, communication et cohérence de l'organisation et planification pour la conception, la réalisation et la réception (10%)

**Prix des prestations (40 %) (coût total incluant conception, réalisation et tous frais associés)**

Celui-ci sera jugé au vu du cumul du montant toutes taxes comprises (TTC) de l'offre.

La notation de l'offre du candidat (i) selon le critère de prix sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = (30 \times \text{MMD}) / M(i)$$

Dans laquelle :

- N (i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i),
- M (i) est le montant de l'offre du candidat (i),
- MMD est le montant de l'offre la moins disante.

Si le coût d'investissement du projet dans l'offre définitive est supérieur au coût estimé dans le Programme technique détaillé, l'offre sera considérée comme inacceptable et ne sera donc pas classée.

La note globale du candidat est égale à la somme des notes obtenues pour les critères « valeur technique » et « prix des prestations ».

L'offre ayant la note globale la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

## **V.2 - Vérification de la situation des candidats - Attribution du marché**

Les candidats admis à remettre une offre produiront dans un délai de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur :

**Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :**

- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.
- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

**Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.**

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## VI. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

**Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.**

**Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.** Dans cette hypothèse, l'acheteur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

**Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur Megalis.**

Si le candidat adresse plusieurs candidatures et/ou offres différentes, seule la dernière candidature et/ou offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Attention, en conséquence, tout nouveau dépôt d'une candidature et/ou d'une offre doit comporter l'ensemble des documents requis au titre du présent règlement. A défaut, la candidature sera jugée irrecevable et/ou l'offre irrégulière.

### VI.1 - Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, l'acheteur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

## VI.2 - Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation Megalis et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique Megalis.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

- Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.
- Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

### En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par l'acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

L'acheteur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

**Copie de sauvegarde :** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : clé USB.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Madame la Présidente Directrice Générale, Aurélie Rio

Société Publique Locale AQTA ENERGIES

Adresse : 40, rue du Danemark – 56400 AURAY

Offre pour le marché de conception – réalisation RCU biomasse - Lot n° .....

Candidat : .....

**NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE**

## **VI.3 - Modalités de signature des candidatures et des offres**

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

Le marché sera signé par le seul candidat attributaire, en deux exemplaires en format papier.

## **VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

## **VIII. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL**

### **VIII.1 - Suite donnée à la consultation**

L'acheteuse réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

Dans tous les cas, à l'issue de la procédure, l'acheteur ne prévoit pas d'exposition des projets des candidats.

### **VIII.2 - Droits de propriété et publicité des projets**

L'étendue de la cession des droits patrimoniaux de l'attributaire du marché est définie à l'article 1.4 du CCAP.

Les prestations des autres candidats ne peuvent être utilisées en tout ou partie par l'acheteur sans accord de leurs auteurs.